

CONTRIBUTION À LA RÉFLEXION À L'ENTRÉE DU CDFN MAI 2016

« Ce qui compte aujourd'hui, le problème qui barre l'horizon, c'est la nécessité d'une redistribution des richesses. L'humanité, sous peine d'en être ébranlée, devra répondre à cette question. (...) Le choix d'un régime tout entier tourné vers l'ensemble du peuple, basé sur le principe que l'homme est le bien le plus précieux, nous permettra d'aller plus vite, plus harmonieusement, rendant de ce fait impossible cette caricature de société où quelques-uns détiennent l'ensemble des pouvoirs économiques et politiques au mépris de la totalité nationale »

Frantz Fanon, *les damnés de la terre*

Nous vivons bien un des grands mouvements sociaux qui, quelle qu'en soit l'issue, marquent le paysage social et politique pour longtemps. Motivé par le rejet du projet de **loi Travail**, agression caractérisée contre les salarié-es, ce mouvement est animé plus largement par la quête d'une véritable justice sociale, le refus de l'inégalité de pouvoir entre le capital et le travail, de la déshumanisation du travail, et de l'oppression que subit la majeure partie de la population. Le recours au 49-3, déni de démocratie et abus de pouvoir méprisant et violent de la part du gouvernement, résume à lui seul les injustices contre lesquelles s'élève la population aujourd'hui.

La force de ce mouvement réside dans sa détermination et sa durée (près de trois mois depuis le 9 mars, ce n'est pas rien), dans son rythme soutenu et régulier (7 journées d'action), dans son périmètre interprofessionnel (c'est le mouvement interpro le plus puissant sous un gouvernement de « gauche ») et son unité intersyndicale, dans l'adhésion qu'il rencontre auprès de l'opinion publique (75% de la population opposés au projet de loi Travail)... Sans occulter les limites du mouvement (mobilisation qui ne « prend pas » dans la Fonction publique, recul de la participation de la jeunesse, ...), ce qu'il faut retenir avant tout, c'est qu'il s'agit là d'un « sursaut » que nous attendions depuis des mois, et qui témoigne de la

volonté de la population et des organisations syndicales de sortir du marasme qui pesait jusque-là. Le pays n'avait pas connu de puissant mouvement social depuis 2010, contre la réforme des retraites ; pourtant les raisons de s'indigner, les régressions sociales s'étaient succédé, sans que cela ne déclenche une légitime révolte. C'est dire toute l'importance du changement intervenu avec la mobilisation sur la loi Travail. Qu'il s'agisse de la vie sociale ou de la vie politique, les syndicats occupent maintenant l'espace, par une mobilisation à visée politique, c'est-à-dire dirigée directement contre le gouvernement : le mouvement ouvrier est de retour. La réalité sociale et politique du pays s'énonce à nouveau en termes de lutte des classes. Cela témoigne aussi du fait que la colère contre ce gouvernement est profonde et ancrée. La crise politique engendrée par ce projet de loi (rejet des parlementaires, pléthore d'amendements, motions de censure, puis recours au 49-3) n'est pas sans lien, évidemment, avec l'énergie contestataire libérée par cette mobilisation exceptionnelle. Enfin, ce mouvement a permis aussi l'émergence d'autres formes de mobilisation, notamment **Nuit Debout** qui témoigne d'une volonté de reprendre la main sur la « chose politique », de repenser les formes de démocratie, de s'approprier le débat public. Nuit Debout est un mouvement inédit qui compte et prend une place importante dans le mouvement social : il

s'étend – au-delà de Paris, des Nuit Debout fleurissent ça et là en province, et à l'étranger – et comprend des « participant-es » plus ou moins actifs ou assidus, mais toutes et tous très concernés, et extrêmement nombreux ; les réseaux sociaux et les formes traditionnelles de médiatisation de cet événement lui ont donné un écho dans la population ; face à l'état actuel de désolation dans laquelle se démentent les différents partis politiques, les Nuit Debout représentent bien l'incarnation d'une population qui cherche à faire vivre un véritable mouvement de gauche. C'est un mouvement qui regroupe une partie de la jeunesse, qui « fabrique » certain-es des militant-es qui pèseront sur les politiques à venir : au-delà d'un regard spectateur bienveillant, il faut au contraire y participer ou tout de moins y apporter une attention toute particulière. **Ouvrer à unir les forces de ce mouvement à celles du mouvement syndical** peut permettre d'amorcer un élan plus large de transformation sociale.

« La France va mieux »

Hollande est en campagne, et le hiatus qui existe entre le quotidien que vit la population et la réalité fantasmée des discours gouvernementaux est assez indécent. Non seulement, ça ne va réellement pas mieux (chômage, pauvreté, précarité, inégalités sont toujours le lot quotidien d'une grande partie de la population), mais personne n'est dupe des manœuvres politiques pour embellir artificiellement le tableau. Devant un bilan calamiteux des 4 ans passés au pouvoir, le gouvernement n'a d'autre choix que de surévaluer les politiques menées, et surtout, d'alerter contre les dangers à venir en cas de non réélection. Hollande répète « qu'il n'y a pas d'alternative à gauche du PS », et il surfe sur les programmes ultra libéraux de ses concurrents de droite (qui annoncent tour à tour la quasi suppression de la Fonction publique, l'allongement de la durée légale du travail et de l'âge de départ à la retraite, etc) pour jouer les Cassandre : si ce n'est pas lui, ce sera la droite, ce sera donc pire. Mais son bilan anti-social est tel que l'argument du « moins pire » ne fonctionne pas, Hollande est au plus bas dans les sondages ; quant au FN, autre danger agité tel un épouvantail par le gouvernement, il est très en retrait quand le mouvement social reprend la main, signe supplémentaire, s'il en est, qu'il faut poursuivre sur ce terrain des luttes.

Les bilans acritiques de l'action gouvernementale ne manquent pas non plus **dans l'éducation**, au contraire : les assises de la Refondation ont célébré un bilan que la FSU conteste sur bien des points, à commencer par la réforme du collège et l'explosion des rythmes scolaires soumis aux desiderata des communes. L'Enseignement Supérieur et la Recherche, alors que promis à un budget « sanctuarisé » par

Hollande, a perdu 489 M€ de crédit en 2014, près d'1 Md€ en 2015 et vient de perdre déjà un crédit de 256M€ sur son budget 2016. Les principes érigés par la loi se révèlent n'être que de belles intentions, signes que nous ne partageons pas le projet éducatif du gouvernement, même s'il se cache derrière les mêmes mots que ceux que nous employons. « Démocratisation » et « égalité » pour la FSU n'ont rien à voir avec l'*autonomie* prônée par le gouvernement et le *mérite* et l'*excellence* défendus au nom de prétendues valeurs républicaines... Il convient de prendre du recul face à ce discours. Valls a profité de cette opération de communication pour annoncer l'augmentation de la prime des professeur-es du premier degré, mesure de justice, mais qui n'apure en rien le contentieux concernant les pertes cumulées de pouvoir d'achat. La lutte pour une augmentation générale et significative des salaires est toujours d'actualité.

Bâillonner pour gouverner

Diviser, d'abord : Valls a consenti à la jeunesse, grâce aux mobilisations menées contre la loi Travail, un certain nombre d'avancées (mais les organisations ont tout de même maintenu leur revendication du retrait du texte et sont restées dans l'intersyndicale) ; il a été contraint également à un faible dégel du point d'indice pour la Fonction publique, toujours au même moment, en pleine mobilisation contre la loi Travail. Volonté d'opposer revendications de la jeunesse et du reste des salarié-es, et celles du public et du privé. Volonté de casser le mouvement. Mais au-delà de l'entreprise de division, ce mouvement a une nouvelle fois révélé la nature autoritaire du gouvernement : la volonté de bâillonner toute contestation s'est exprimée à travers les violences policières récurrentes lors des manifestations, et la stratégie de tensions opérée par les forces de police ; autoritarisme confirmé avec l'utilisation du 49-3, mépris supplémentaire à l'égard des salarié-es de la part de Valls. Le mouvement Nuit Debout a subi des interdictions policières à de multiples reprises ; le 15 mai, l'interdiction individuelle de manifester signifiée à certain-es militant-es est une atteinte inacceptable aux libertés, une volonté de fichage des individu-es et d'intimidation des contestataires. La volonté de prolonger l'état d'urgence (qui permet, entre autres, ce type de dérives) et le relais qui sera pris ensuite avec la loi Urvoas témoignent d'une dérive autoritaire et liberticide qui n'a aucun rapport avec la lutte contre le terrorisme et qu'il faut combattre. Quant au sort que ce gouvernement réserve aux populations réfugiées, de l'évacuation d'une partie de la jungle de Calais à celle du camp de Stalingrad, en passant par la violence ordinaire avec laquelle sont traités tou-tes les migrant-es, il s'agit bien d'un traitement indigne, honteux, qu'il faut dénoncer et combattre.

La multiplication des interventions et violences policières comme le recours au 49-3 sont les marques de fabrique « sociale » de ce gouvernement se disant de « gauche ». Ce sont surtout les signes de la grande fébrilité et de la grande difficulté dans laquelle il se trouve face à une opposition majoritaire de la société à son projet de contre-réforme. Opposition qui s'exprime aussi sur d'autres terrains comme c'est le cas à **Notre-Dame de Landes** notamment. Là, pour sortir du conflit, une "consultation" de la population va être organisée. Bien que souhaitable sur la démarche, elle restera limitée au seul département de Loire-Atlantique alors même que les thuriféraires du projet intègrent dans leur argumentation tout le grand Ouest jusqu'à l'aéroport d'Orly. Édifiée de surcroît dans la précipitation, sur la base d'un montage législatif mal assuré, tandis que des recours sont toujours instruits, elle ne répondra pas aux mensonges d'État et à ses manœuvres de discrédit à l'encontre de tout autre alternative. Indépendamment de l'issue de cette consultation, les tensions risquent de s'attiser et de se radicaliser. La contestation du projet déjà bien installée dans le pays, y compris dans une partie du monde agricole, ne prendra pas fin à l'issue de cette consultation. Ce n'est donc pas le moment de lever le pied mais bien au contraire de **tout mettre en œuvre pour faire basculer la situation.**

Les échéances proposées par l'intersyndicale sont autant de points d'appui pour permettre au mouvement de s'inscrire dans la durée, de garder sa vitalité, d'atteindre son but ; la grève du 26 mai est une nouvelle occasion pour nous de nous adresser aux collègues pour leur expliquer en quoi la Fonction publique est également concernée par ces projets libéraux, pour convaincre notre milieu professionnel de s'engager dans la lutte et pour réaffirmer notre opposition inébranlable à la loi Travail. La votation citoyenne est un support supplémentaire pour nous adresser aux salarié-es dans un véritable élan d'éducation populaire, afin de diffuser notre opposition aux orientations libérales et de convaincre de la nécessité de la lutte. Les difficultés réelles de mobilisation dans notre milieu professionnel doivent nous engager à multiplier ce type d'initiatives à l'égard de nos collègues : il n'est pas question de se mettre en retrait de la mobilisation conduite par l'intersyndicale, mais plutôt de tout mettre en œuvre pour faire converger les intérêts et revendications du public et du privé. Le gouvernement sera confronté à d'autres échéances à l'Assemblée et la **grève et manifestation**

nationale du 14 juin doit permettre à la mobilisation de s'amplifier. Les routiers ont obtenu gain de cause sur la question des heures supplémentaires : s'il s'agit là d'une tentative de casser une dynamique de lutte bien enclenchée, il faut y voir surtout la fragilité du gouvernement contraint de lâcher du lest. Il faut donc mettre maintenant toutes les forces dans cette bataille, que ce soit par la grève, les manifestations, les blocages en tout genre, en conservant le soutien majoritaire de la population.

Violences d'état

Les manifestations ont été émaillées d'incidents provoqués par des « casseurs » et autres « autonomes » dont les agissements ont été exploités et instrumentalisés par le gouvernement pour ternir la mobilisation et dissuader les gens de venir aux manifestations. Elles ont aussi été le théâtre de violences policières qu'il faut condamner comme telles, sans états d'âme : technique de la nasse avec la volonté délibérée que les manifestations dégénèrent, gazage sans sommation (y compris envers des familles le 1er mai), passage à tabac de certain-es lycéen-nes et étudiant-es, accident grave à Rennes où un jeune a perdu l'usage d'un œil. Les réquisitions des procureurs sont disproportionnées, les jugements et les condamnations sont extrêmement durs (de nombreuses peines de prison ferme), mesures emblématiques de la politique de répression du mouvement social menée par le gouvernement actuel. Si les actions des grévistes, par ailleurs, montent d'un cran récemment dans la radicalité (à travers des opérations de blocages, notamment), il faut y voir l'exaspération des manifestant-es face à un pouvoir autocrate qui ne les entend pas et les méprise. **La violence est avant tout sociale. La FSU doit dénoncer cette escalade du pouvoir dans l'exercice des violences, qu'elles soient policières, judiciaires, législatives ou administratives.**